



Éditorial Michel Salingue, secrétaire général

## De quoi les « gilets jaunes » sont-ils le nom ?

**S**ociologues, politiques, philosophes et autres essayistes rivalisent d'analyses et d'explications sur le phénomène des « gilets jaunes ». Ce qui semble certain c'est que cette révolte est révélatrice d'une crise à deux visages, à la fois sociale et politique. Crise sociale d'abord, quand, pour nombre de citoyens, la vie quotidienne devient de plus en plus difficile, quand le pouvoir d'achat réel recule, quand le taux de chômage reste élevé, quand l'ascenseur social est en panne...

“ Cette révolte est révélatrice d'une crise à deux visages, à la fois sociale et politique. ”

Crise sociale qui se double d'une fracture sociale quand, comme le montrent les études de l'INSEE, l'immense majorité des Français perdront encore du pouvoir d'achat, quand les 1 % les plus riches gagneront 6 % de plus en 2019, quand on supprime quasiment l'impôt sur la fortune et que l'imposition des revenus du capital devient inférieure à celle des revenus du travail. Crise politique ensuite, quand le gouvernement bafoue la démocratie en ignorant les organisations syndicales, les associations et autres corps intermédiaires, quand le président dans ses interventions exprime son mépris envers les classes populaires,

Crise de la parole politique quand les ministres et les élus de la majorité mentent effrontément en justifiant la hausse des taxes sur les carburants par des raisons écologiques alors qu'elle sert simplement à équilibrer un budget 2019 marqué par la transformation du CICE en allègements de cotisations pour les entreprises. C'est cette double crise, politique et sociale, qui débouche aujourd'hui sur le mouvement des « gilets jaunes », mouvement protéiforme aux revendications multiples et parfois contradictoires, mouvement récupéré en certains endroits par l'extrême droite. Le gouvernement, en ignorant les organisations syndicales et les associations, en refusant toute négociation, porte l'entière responsabilité de cette situation. Pour autant devons-nous laisser le monopole de la contestation aux « gilets jaunes » ? Face au défi du réchauffement climatique, l'écologie punitive en direction des classes populaires n'est pas la solution. Celle-ci passe par le développement des transports en commun, des économies d'énergie soutenues par des investissements importants dans l'isolation des bâtiments et la production d'une électricité moins carbonée. Toutes solutions créatrices de centaines de milliers d'emplois. Alors que les plus riches ont vu leur fortune progresser de plus de 20 %, il nous faut réaffirmer que notre pays a d'abord besoin d'une véritable redistribution des richesses répondant aux aspirations des salariés et retraités.

■ Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2018